DÉCRET

N.° 1384.

DE LA

CONVENTION NATIONALE,

Du 17 Août 1793, l'an second de la république Françoise, une & indivisible,

Relatif au payement des frais de Fabrication faits par les Directeurs des Monnoies.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son comité des assignats & monnoies, & rapporté son décret du 30 mai dernier, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les directeurs des monnoies sont autorisés à faire entrer dans leurs comptes les frais de fabrication, comme soldés en numéraire jusqu'au 29 avril 1793.

II.

Depuis cette époque, & pour le courant de cette année, les frais de fabrication seront alloués en assignats, mais avec le bénésice, ou plus value de moitié en sus, conformément à l'article IV de la loi du 8 avril dernier.

III.

Les mêmes dispositions s'appliqueront au payement des graveurs.

Visé par l'inspecteur. Signé J. C. BATTELLIER.

Collationné à l'original, par nous président & secrétaires de la

IL PARTERIN

Case folio FRC

40,20

Convention nationale. A Paris, les jour & an que dessus. Signé HÉRAULT, président; LÉONARD-BOURDON, J. P. M. FAYAU, secrétaires.

Au nom de la République, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratiss & Tribunaux, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs; en soi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la république, A Paris, le dix-septième jour du mois d'août mil sept cent quatre-vingt-treize, l'an second de la république Françoise, une & indivisible. Signé DALBARADE. Contresigné Gohier. Et scellée du sceau de la république.

Certifié conforme à l'original.

PARIS,

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE EXECUTIVE DU LOUVRE.

m. DCC. XCIII, l'an 2.º de la république.



